



CONFÉDÉRATION NATIONALE DU TRAVAIL

Syndicat de de l'Education / SUTE-69
educ69@cnt-f.org / 44 rue Burdeau 69001 Lyon

GRÈVE DE LA FONCTION PUBLIQUE mardi 10 octobre 2017 !!!

Luttons contre la casse du service public et de ses statuts !

Les ordonnances de la deuxième loi Travail ne sont qu'une première étape avant celle de la casse de la fonction publique. La logique ? Attaquer le droit du travail privé et, une fois la loi passée, s'attaquer aux fonctionnaires pour leur appliquer les mêmes mesures en les présentant comme des privilégiés par rapport aux travailleurs du privé. N'oublions pas que c'est cette stratégie qui avait été mise en œuvre pour les retraites, par exemple. En attendant Macron a été clair : «500 000 fonctionnaires vont partir à la retraite. Sur la fonction publique d'État et territoriale, 120 000 ne seront pas remplacés» et il fait également partie de ceux qui pensent que le service public coûte «trop cher à l'État» ou que le statut de fonctionnaire ne serait «plus adéquat». Au delà des attaques sur le statut des fonctionnaires, c'est également les trop nombreux précaires (Emploi aidées, AED, AESH, ATER et autres vacataires) qui sont attaqués avec des vagues de suppressions de postes sans précédent !

La fin des 35h pour les fonctionnaires

Depuis longtemps, nombre de politiques ont comme projet de revenir sur les 35h, y compris pour les fonctionnaires. Macron ne fait pas exception en la matière, dans son programme, derrière l'idée de développer «de nouvelles façons de travailler» pour les fonctionnaires c'est le temps de travail qui est en ligne de mire.

Le rétablissement du jour de carence

Toujours au nom de l'égalité public/privé, Macron a également promis de rétablir le jour de carence avant d'être pris en charge par l'assurance maladie pour les agents en arrêt.

Mais cela ne tient pas compte de la réalité car une grande partie des entreprises prennent en charge les jours de carence de leurs salariés. En instaurant un jour de carence pour les fonctionnaires, ces derniers seront donc traités comme la minorité de salariés du privé les moins bien indemnisés. De plus, lors de la dernière tentative du rétablissement du jour de carence dans la fonction publique, si les arrêts maladie de courte durée avaient effectivement diminué, les arrêts de longue durée n'avaient pas tardé à exploser. Un petit cadeau pour les patrons, un poison pour la sécu.

Vers la fin du point d'indice

Concernant les salaires des fonctionnaires, finie aussi la «parenthèse» de 2016 avec une bien faible revalorisation de 1,2 % du point d'indice. A l'issue des premières rencontres entre syndicats de la fonction publique et gouvernement les orientations sont claires : il n'y aura pas de hausse de la valeur du point d'indice en 2017 et un rendez-vous salarial annuel n'est pas envisagé avant 2018.

Blanquer: Quand les reac veulent prendre le contrôle de l'école publique

Jean-Michel Blanquer n'est pas un inconnu à l'éducation nationale. Il a été recteur (de Créteil) et DGESCO

(Directeur général de l'enseignement scolaire) pendant les années Sarkozy. C'est sous son "règne" qu'a été supprimée la formation des enseignants, la dégradation de l'éducation prioritaire, le retour à des méthodes "simples" d'enseignement (ex. Syllabique), etc.. Blanquer est l'incarnation du programme réactionnaire de Fillon sur l'école en liaison avec le think tank néo-libéral Institut Montaigne. C'est un admirateur des écoles espérance banlieue, sorte d'écoles hors contrat néo-coloniales fondées par des membres de la manif pour tous et financées par le tout CAC40. Blanquer est adepte des méthodes (pseudo)scientifiques et tout particulièrement des neurosciences. Via cet argumentaire, il veut faire passer l'autonomie des établissements (ex. Le droit au chef d'établissement de recruter son personnel et avoir un pouvoir contraignant sur ce dernier) qui a été l'occasion de coupes drastriques et de conséquences catastrophiques dans l'enseignement supérieur mais aussi la refonte de l'ensemble des programmes (du primaire au lycée).

Les chantiers à venir nous concerne tous et toutes ! Formation, retraites, etc.

La loi travail XXL, les attaques sur le service public et l'éducation nationale ne sont que le début d'une attaque généralisée du gouvernement pour appliquer sa politique néo-libérale et réactionnaire. Les syndicats représentatifs sont déjà convoqués par l'Elysée pour discuter des réformes à venir. La seconde vague de réformes va toucher directement l'éducation nationale: apprentissage, formation professionnelle ou assurance-chômage (pour les nombreux précaires du service public). C'est toujours la même logique néo-libérale qui va être appliquée. L'apprentissage et la formation professionnelle risquent d'être totalement externalisés vers le privé avec une montée en puissance des CCI (Chambre de Commerce et d'Industrie). L'éducation n'est vue que comme une manière de produire des travailleurs prêts à l'emploi et corvéables à merci. C'est également un renforcement de la négation de la reproduction de classes qui risque d'être toujours plus forte peu importe le niveau.

CSG: Une perte nette de pouvoir d'achat et la remise en cause du salaire socialisé

Dans le privé, pour compenser cette augmentation, c'est la cotisation maladie et chômage qui sera supprimée. Mais comment les services publics pourront survivre sans dégradation catastrophique à cette baisse brutale? Les fonctionnaires ne payant pas de cotisation maladie et chômage (prises en charge par le gouvernement), c'est une perte de salaire nette qui aura lieu en janvier. Malgré les promesses de campagne de Macron (qu'il est pourtant rapide à appliquer quand ce sont des régressions sociales), aucune compensation pour les fonctionnaires ne semble se profiler et le gel du point d'indice indique l'opposé.

Assurément, le service public et ses travailleurs valent bien une grève générale !

Suppressions de postes et gel du point d'indice ont tous un air de déjà-vu... Ce que cherche à faire Macron est dans la lignée des politiques et des contre-réformes que nous subissons depuis des années : pousser jusqu'au bout la transformation managériale des secteurs publics, instaurer le modèle de l'entreprise dans les institutions publiques avec son corollaire de «rentabilité», de «performance» et de course à la valorisation, au détriment du service public. Le rêve final de Macron ? Que le Code du travail broyé par ses réformes soit applicable à la fonction publique et au delà, la casse globale du service public et d'une école émancipatrice.

**TOUTES ET TOUS EN GREVE ET À LA MANIFESTATION
MARDI 10 OCTOBRE 10H30 PLACE DES BROTTEAUX**